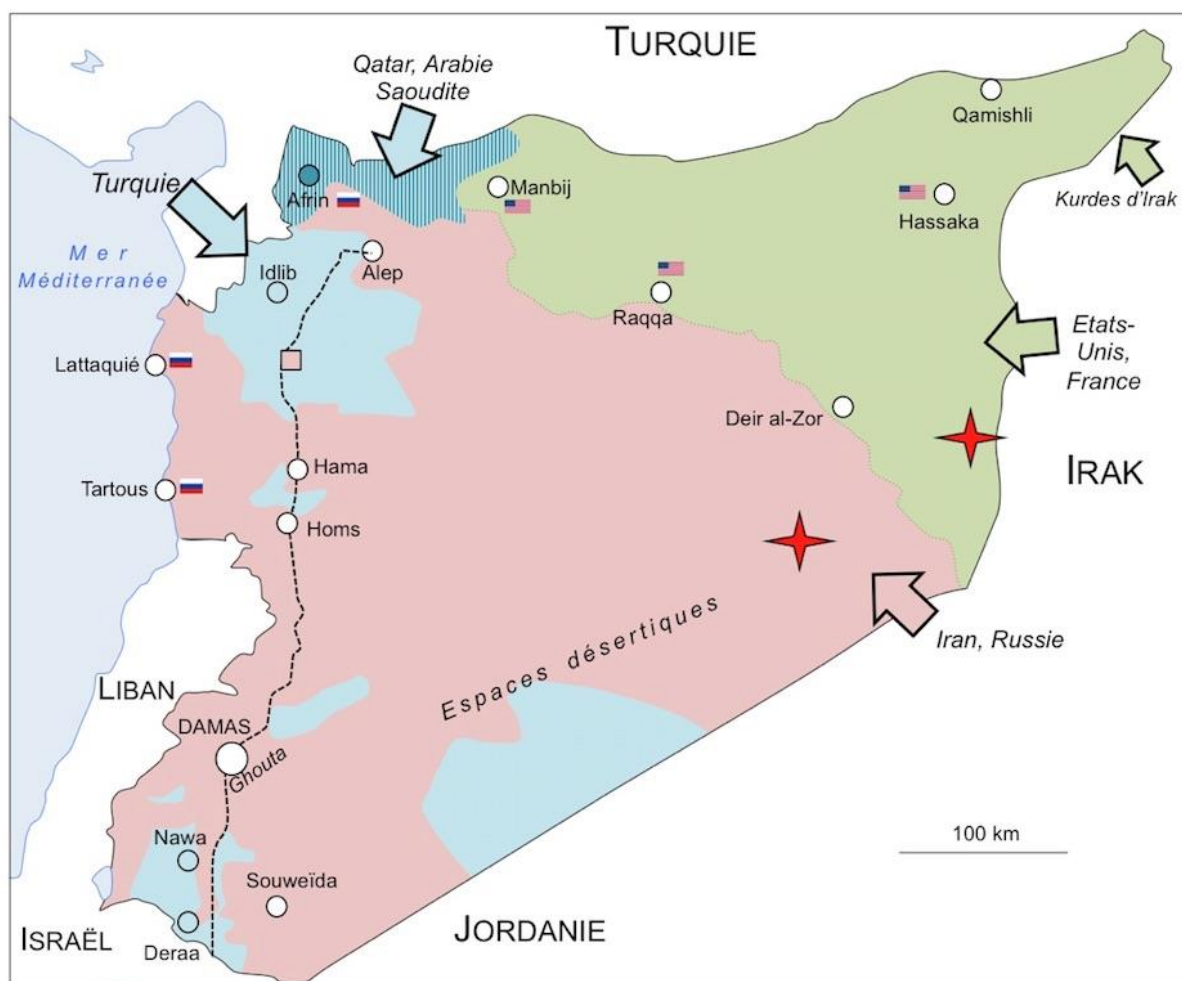


Communiqué : Vers une guerre élargie en Syrie (23/3/18)



Situation en mars 2018 :

- Zones rebelles (ASL, jihadistes, islamistes)
- Zones tenues par le régime
- Zones tenues par les forces kurdes et les FDS

- Bastion de Daech dans le désert
- Soutiens extérieurs
- Occupation turque

Le 18 mars, l'armée turque a achevé sa conquête de la poche d'Afrin, conquête relativement aisée en raison du retrait tactique des YPG kurdes. Le président turc a aussitôt annoncé

qu'il envisageait de semblables opérations vers Manbij, pourtant occupée par les forces spéciales américaines.

Une **configuration belligène de haute intensité** est en train de se mettre en place en Syrie, qui repose sur 3 éléments :

1- La Turquie a singulièrement accru sa pression sur les pays voisins depuis la mi-mars : frappes aériennes dans le Kurdistan irakien, aussitôt dénoncées par Bagdad (Iraqinews, 22/3/18) ; annonce par Erdogan de la future nomination d'un gouverneur turc à Afrin, impliquant une annexion *de facto* de la poche ; prévision d'achat de missiles sol-air russes S-400 capables d'empêcher tout déploiement aérien américain au nord de la Syrie ; volonté impérialiste turque prétendant restaurer la Grande Turquie ottomane, comme le montre la carte commentée par le leader du *Cihannüma*, groupe politique proche d'Erdogan (ci-dessous).



2- Les États-Unis ont laissé la Russie, la Turquie et al-Assad jouer leur propre partition, sans réagir, depuis l'arrivée de Trump. Cette passivité n'a été troublée que par la frappe punitive de 59 missiles Tomahawk contre les forces syriennes, le 7 avril 2017, suite à l'utilisation d'armes chimiques par le

régime. Or, **Washington est de nouveau sur une ligne dure, celle des « bébés Faucons »** conservateurs (par allusion aux Faucons de l'époque de G. W. Bush). L'armée américaine ne quittera pas Manbij, et donc ne laissera pas la Turquie s'y installer, comme elle l'a laissé faire à Afrin, en se décrédibilisant auprès des Kurdes. Le risque d'un conflit direct avec la Turquie était si grand que les États-Unis ont accepté la conquête d'Afrin, mais ils semblent décider à ne plus céder.

En lien avec la France et la Grande-Bretagne, les États-Unis envisagent d'utiliser **des frappes et des forces spéciales au sol contre le régime syrien**, hypothèse renforcée par les récentes déclarations du chef d'état-major des armées français, le général Lecointre (Europe 1, 16/3/18) : la France pourrait lancer une frappe punitive en « autonomie » (autonomie toute relative).

Pour préparer le terrain à ce type d'intervention, Washington cherche à rapprocher les Peshmergas de Bagdad (Iraqinews, 22/3/18) : en pacifiant les rapports entre les Kurdes d'Irak et le gouvernement chiite de Bagdad, les États-Unis espèrent constituer un front au nord du pays, capable d'empêcher l'armée turque d'intervenir. **Washington cherche donc à resserrer les rangs des Kurdes, après les avoir laissés à Afrin.** Cette solidarité soudaine a aussi pour fonction d'écarter les Kurdes de toute réconciliation avec Bachar al-Assad.

3- La Russie sait qu'elle a perdu la main sur la Turquie. L'affrontement entre Ankara et Damas est inévitable, car al-Assad ne peut accepter la mise sous dépendance turque du nord-ouest du pays. Dans cette lutte, Bachar al-Assad peut compter sur les chrétiens du pays, scandalisés par la destruction par la Turquie de la tombe du fondateur de l'Église maronite, le 23 mars. Les Kurdes du Rojava syrien se tournent vers lui pour les défendre face aux Turcs, parce qu'ils le jugent plus fiable que les États-Unis. Il a enfin le soutien inconditionnel

de la Russie, même si Poutine aimerait accélérer la mise en place d'un processus politique en Syrie.

Dans la perspective de l'affrontement avec la Turquie, le régime a décidé en mars de procéder au nettoyage des zones tenues par les islamistes et les jihadistes dans la Ghouta orientale de Damas. Ce nettoyage est d'autant plus nécessaire pour lui que certains groupes islamistes et rebelles (ASL) ont l'appui de la Turquie dans le nord-ouest, dans la poche d'Idlib et à Afrin. Cela signifie qu'il **ne peut y avoir d'affrontement avec la Turquie tant que les alliés potentiels d'Ankara n'ont pas été réduits**, afin d'éviter d'avoir à lutter à la fois de face contre une armée conventionnelle puissante et dans son dos contre des groupes terroristes.

Conclusion :

Les méthodes diplomatiques des pays en lice, qui se marient à des manœuvres militaires plus ou moins clandestines, sont arrivées en bout de course. La prochaine étape sera nécessairement militaire et brutale.

Le dynamisme turc (ou l'imprudence) met tous les acteurs au pied du mur :

1- Erdogan ira-t-il jusqu'à l'affrontement direct avec Damas, quitte à perdre la Russie ? Peut-il s'en prendre aux forces américaines à Manbij ? Probablement pas. Il devra donc trouver de nouveaux axes stratégiques :

- s'implanter dans la poche islamiste d'Idlib ;
- fédérer les Turkmènes de Syrie et d'Irak pour mieux contrer les Kurdes en Syrie et en Irak ;
- frapper Bachar al-Assad ponctuellement mais sans déclencher de conflit direct, ce qui fédérera autour de lui les sunnites de la région.

2- Si les États-Unis veulent garder un peu de crédibilité, ils doivent fédérer les Kurdes et montrer qu'ils sont prêts à frapper. Mais frapper qui ? Damas ou Ankara ? Les États-Unis ont-ils choisi qui était leur ennemi depuis que Daech est vaincu ? Washington va devoir déterminer s'il faut arrêter la Turquie et ses partenaires islamistes (voire aussi ceux d'Idlib), ou plutôt Damas et son allié russe.

Il est donc probable que, dans les semaines à venir, **Washington tente de revenir dans le jeu en Syrie par la force.** Mais ce retour ne peut que **créer une nouvelle confusion géopolitique**, tant il est vrai que la ligne américaine est floue et mouvante.

3- La Russie arrivera-t-elle à calmer une situation qui commence à lui échapper ? Poutine sera amené à choisir entre Ankara et Damas, or sa maîtrise diplomatique dans la région reposait justement sur l'équilibre entre ces deux forces. L'état-major russe a donc **communiqué le 17 mars qu'une attaque occidentale était imminente contre la Syrie**, manière de lancer un avertissement ferme envers les États-Unis, mais aussi de détourner l'attention du piège dans lequel Moscou est enfermé, entre Ankara et Damas. Par ce communiqué, **Moscou veut prévenir qu'il ne sera pas l'agresseur**, et que ce sont les États-Unis qui menacent le règlement de la guerre en Syrie.

Note modificative du 26 mars : Erdogan a annoncé aujourd'hui qu'il allait lancer une opération militaire à Sinjar contre le PKK, c'est-à-dire en plein territoire irakien.

Parallèlement le média pro-iranien [Al-Manar](#) a confirmé le risque d'une guerre provoquée par les Etats-Unis (sic).

[Quant aux Russes](#), ils viennent d'affirmer qu'ils peuvent déployer des missiles de croisière sur leurs théâtres d'opération.

La mise en place de la confrontation se confirme, au moins en paroles...
